

MINUSCA

en action 

Bulletin d'information de la MINUSCA | NUMÉRO 033 | DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE 2016



MINUSCA DEUX ANS APRES CONSOLIDER LES PROGRÈS REMARQUABLES



● LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ PRÉOCCUPE LE




● PRÉ-DDR : LE CHEF DE LA SECTION DDR ET L'AMBASSADEUR DE LA GRANDE BRETAGNE À BOSSANGOA



● PROJETS À IMPACT RAPIDE : DEUX PONTS ET UN MARCHÉ REMIS À NEUF À BOUAR



<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>

Photo UN / MINUSCA

SOMMAIRE

- 3** MINUSCA DEUX ANS APRÈS CONSOLIDER LES PROGRÈS REMARQUABLES
- 4** LA MINUSCA EXPULSE UN GROUPE D'HOMMES ARMÉS DE BOGUILA
- 5** LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ PRÉOCCUPE LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA
- 6** PRÉ-DDR : LE CHEF DE LA SECTION DDR ET L'AMBASSADEUR DE LA GRANDE BRETAGNE À BOSSANGOA
- 7** PROJETS À IMPACT RAPIDE : DEUX PONTS ET UN MARCHÉ REMIS À NEUF À BOUAR



Les ondes de la paix

Bangui | Berberati | Bouar | Paoua | Bossangoa | Kaga-Bandoro
Bambari | Bria | Bangassou | Ndélé | Birao | Obo



MINUSCA DEUX ANS APRÈS CONSOLIDER LES PROGRÈS REMARQUABLES



Photo UN / MINUSCA

Conformément à la Résolution 2149 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le transfert de responsabilités de la MISCA à la MINUSCA a eu lieu le 15 septembre 2014. Parmi les progrès enregistrés auxquels le rôle de la MINUSCA a été essentiel, la sécurité qui ne cesse de gagner du terrain ainsi que la mise en place d'institutions élues.

De septembre 2015 à la même période en 2016, la situation sécuritaire a été marquée par un contexte volatile suite à la criminalité, au banditisme, à la fragmentation des groupes armés et à la transhumance. Cette insécurité a entraîné les déplacements massifs de la population. Face à ces situations, la Force a mené plusieurs opérations pour sécuriser la population, tant à Bangui que dans les secteurs Est, Centre et Ouest contre des éléments armés mais aussi pour assurer la sécurité pendant le processus électoral.

« Il y a deux ans, la Centrafrique s'était replongée dans les affres de violences récurrentes. Deux ans plus tard, la situation en Centrafrique s'est beaucoup améliorée », comme l'a rappelé le porte-parole de la

MINUSCA, Vladimir Monteiro, à la veille du deuxième anniversaire d'existence de la Mission.

Au-delà de la détermination des Centrafricains de tourner la page, il convient de souligner le rôle de la MINUSCA. Grâce à ses quelque 13.000 casques bleus militaires et civils, elle a protégé, rassuré, appuyé, soutenu et fait usage de la force lorsque cela s'est avéré nécessaire pour protéger la population, faire respecter l'autorité de l'État et éviter la partition du territoire, qui a réitéré l'engagement de la Mission à maintenir son appui aux efforts des autorités centrafricaines, dans le cadre de son mandat.

La Force de la MINUSCA compte aujourd'hui plus de 10.000 hommes, en provenance d'une vingtaine de pays. Avec ses 11 bataillons déployés à travers tout le pays, la Force a établi une trentaine de bases militaires pour protéger la population.

L'action de la composante Police de la MINUSCA, dans ses aspects de protection des personnes et de soutien aux forces de sécurité intérieure, compte principalement, la sécurisation du processus électoral et de la visite du Pape François. La police de la

MINUSCA est intervenue également dans le renforcement des capacités de la police et de la gendarmerie nationales. Sa vocation étant multidimensionnelle la MINUSCA a mis en place une demi-douzaine de projets à impact rapide (QIPs) d'une valeur de près de 90 millions FCFA et organisé 26 formations qui ont touché 3.133 bénéficiaires de la Police et la Gendarmerie. Les résultats atteints sont le résultat d'une collaboration étroite avec les forces de sécurité intérieure

et les forces internationales. La composante Police de la MINUSCA dispose d'un effectif maximal de 2.080 policiers, à savoir 1.134 éléments d'unités de police constituées, 280 éléments de protection rapprochés et 333 officiers de police internationale déployés sur l'ensemble du territoire nationale pour assurer leur mission de protection de civils et de restauration de l'autorité de l'état ■

Pour rappel, La création de la MINUSCA par la résolution 2149 est une réponse du Conseil de Sécurité à la demande des autorités de transition, contenue dans une lettre du ministre des Affaires étrangères, du 27 janvier 2014, en vue du déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations unies ayant pour mission de stabiliser le pays et de traiter les aspects civils de la crise ■

EN BREF

■ **LE 03 SEPTEMBRE 2016**, la Police de la MINUSCA a procédé à la certification de la Formation en Maintien de l'ordre de la FPU du Congo. En effet, 75 éléments de cette unité ont suivi, une semaine durant, une formation en Maintien et rétablissement de l'ordre public. Cette formation a abouti à un exercice synthèse en guise de clôture. L'interpellation du conducteur d'un véhicule suspect, l'exfiltration d'un staff UN menacé à

son domicile par des malfrats, ainsi que la gestion de foule, suivie de l'arrestation de manifestants, ont constitué le menu de cette synthèse. La clôture de cette formation a été présidée par le Commissaire Papa Samba MBODJ, coordonnateur des FPU/PSU, en présence des différents commandants de FPU/PSU, qui y ont fait des commentaires avisés à l'issue de l'exercice ■

LA MINUSCA EXPULSE UN GROUPE D'HOMMES ARMÉS DE BOGUILA

Les forces de la MINUSCA ont expulsé environ 200 hommes lourdement armés se réclamant du Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Boguila (nord-ouest), le 4 septembre 2016, alors qu'ils tentaient de s'établir dans ce village de la préfecture de l'Ouham pour y « faire régner la sécurité ».

Le porte-parole de la Mission, Vladimir Monteiro, qui a rendu publique l'information, a rappelé qu'une autre intervention des casques bleus avait permis de stopper une colonne d'ex-Seleka à Dekoa le 3 septembre.

Sur les casques bleus mauritaniens, il a précisé que leur professionnalisme a été souligné par le préfet, le sous-préfet et le maire lors des visites des secrétaires généraux adjoints des Nations Unies Jane Lute et Atul Khare. Pour M. Monteiro, « les Mauritaniens comme d'autres casques bleus font un travail exemplaire ».

Au cours de ce point de presse, le porte-parole a rappelé l'engagement de la Mission à protéger la population et à faire respecter l'autorité de l'État, « en faisant usage de la force, si nécessaire ». Le porte-parole invite par ailleurs les groupes armés à répondre à l'appel au dialogue du Président Touadéra, et en adhérant au processus du DDR, tout en respectant leurs engagements pris lors de la signature de l'Accord sur les principes du DDRR.

De même, Monteiro a souligné que le leadership de la Mission est en contact avec les responsables locaux et les forces vives dans les préfectures pour expliquer la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA, dont l'objectif stratégique est de réduire la présence et la menace des groupes armés, ainsi que le partenariat avec les autorités centrafricaines ■

LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ PRÉOCCUPE LE GOUVERNEMENT ET LA MINUSCA



Photo UN / MINUSCA

Dans l'objectif clairement affiché par le gouvernement de la RCA et la MINUSCA d'avoir une communication coordonnée en période de crise, il est organisé mensuellement une conférence de presse conjointe réunissant les deux parties. La réforme du secteur de la sécurité en Centrafrique, notamment l'opérationnalisation des Forces armées centrafricaines (FACA), a été l'un des principaux points abordés lors de la première conférence de presse conjointe Gouvernement de la République centrafricaine-MINUSCA, le 31 août 2016 à Bangui. Le Ministre porte-parole du gouvernement, Théodore Jousso, et le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, ont fait face aux journalistes lors de cette rencontre à laquelle était présent le ministre de la Défense, Joseph Yakete.

Le Ministre porte-parole du gouvernement a appelé les Centrafricains à la patience sur la question de la réorganisation des FACA, précisant que leur déploiement sur l'ensemble du territoire nécessite une restructuration ainsi que l'appui de la communauté internationale. « Nous partageons l'impatience et l'urgence de nos populations. Mais aujourd'hui, nous devons nous rendre à l'évidence, après la crise que nous venons de traverser, nous devons renforcer la capacité de nos Forces armées centrafricaines », a dit Théodore Jousso.

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, a précisé que l'appui de la MINUSCA à la restructuration des forces armées se fait dans le cadre global de la réforme du secteur de la sécurité. « Les Nations Unies sont véritablement derrière ce processus de réforme de secteur de la sécurité, conformément au discours de Chef de l'État, au discours programme du gouvernement. Le fait que cela fasse partie de la Résolution 2301 est une preuve de cet appui », a-t-il dit.

Le Chef d'État-Major des FACA, Général Ludovic Ngaïféi, et le Commandant de la Mission militaire de formation de l'Union européenne (EUTM), Général Éric Hauteclouque, qui étaient également présents, ont pour leur part apporté des précisions sur la restructuration des FACA. Le Général Ngaïféi a précisé que l'état mensuel des effectifs des FACA est de 7.567 FACA tandis que « le nombre des officiers et des sous-officiers et hommes de troupes variant ». Pour sa part, le Général Hauteclouque, a indiqué que la mission européenne et le gouvernement sont en train de faire l'état des lieux et évaluer les hommes, les responsables de la chaîne de commandement, la mission et les moyens des FACA.

La conférence de presse a également abordé les dernières recommandations issues de la 9ème réunion du Groupe International de Contact sur la RCA tenue le 25 août dernier à Bangui ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Entre le 7 et le 14 septembre, la MINUSCA a pu surveiller, vérifier et documenter, tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays, 28 incidents de violations et abus des droits de l'homme ayant affecté au moins 55 victimes ■

PRÉ-DDR : LE CHEF DE LA SECTION DDR ET L'AMBASSADEUR DE LA GRANDE BRETAGNE À BOSSANGOYA



Photo UN / MINUSCA

L'ambassadeur de la Grande Bretagne en République centrafricaine, Graham Zébedée, et le chef de la section DDR de la MINUSCA, Khaled Ibrahim, ont effectué, le 13 septembre 2016, une visite de terrain à Bossangoa afin d'y suivre le déroulement des opérations de pré-DDR, mais aussi s'imprégner de la situation politique et sécuritaire dans cette région.

Sur place, ils ont rencontré les autorités locales au nombre desquelles le préfet de l'Ouham, Clotilde Namboï, par ailleurs présidente du comité de suivi des activités du Pré-DDR à Bossangoa. Elle a plaidé pour que le pré-DDR se fasse dans les autres sous-préfectures de l'Ouham afin que les populations vaquent en toute sécurité à leurs occupations quotidiennes. « Je me réjouis de la bonne avancée du pré-DDR à Bossangoa. Les ex-combat-

tants sont mobilisés et motivés à prendre part à ce processus. Et je souhaite qu'il puisse s'étendre dans les autres sous-préfectures pour le bien-être des populations », a-t-elle déclaré, remerciant, au nom du gouvernement centrafricain, la communauté internationale et la MINUSCA pour leurs efforts en faveur de la paix en RCA.

La délégation a aussi visité et encouragé les ex-combattants en plein chantier de travail dans la ville de Bossangoa. « Continuer avec la violence ne garantit aucun avenir pour le pays. Vous avez fait le bon choix, félicitation et bonne continuation », a dit Graham Zébedée à l'adresse des ex-combattants, indiquant que « c'est au gouvernement centrafricain de faire le grand travail de réconciliation et de reconstruction dans ce pays ». En sa qualité de chef de la section du DDR de la MINUSCA, Khaled Ibrahim

souligne que cette première étape du Pré-DDR à Bossangoa est très satisfaisante : « Les ex-combattants ont fait un pas très courageux en bénéficiant des programmes du Pré-DDR montés par la MINUSCA avec le soutien des autorités nationales pour apporter la paix et la stabilité dans cette région et dans toutes autres régions de la République centrafricaine. C'est une première étape, qui sera suivie d'une autre en faveur des combattants qui renonceront complètement à la violence et accepteront l'autorité de l'État de droit, permettant ainsi à l'État centrafricain de reprendre sa place pour pouvoir aider et fournir les services de base ».

Au total, 192 ex-combattants dont 17 femmes prennent part à ce processus de Pré-DDR à Bossangoa, depuis son démarrage dans cette localité le 22 août 2016 ■

PROJETS À IMPACT RAPIDE : DEUX PONTS ET UN MARCHÉ REMIS À NEUF À BOUAR



Photo UN / MINUSCA

Le pont Kpaya relie le quartier Haoussa au centre-ville de Bouar (Ouest), ville-carrefour et un des principaux poumons économiques de la République centrafricaine. Naguère délabré, cette infrastructure qui facilite le déplacement de quelque 180.000 habitants de la ville, a été entièrement restaurée, dans le cadre des Projets à Impact Rapide de la MINUSCA dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Le coût de l'opération est estimé à 5.840.000 FCFA.

Un deuxième pont réhabilité restauré est celui dénommé Paquita. Il relie le centre-ville au quartier de la Préfecture, facilitant ainsi l'accès de la population, y compris des élèves et des autorités administratives, au quartier de la Préfecture où se trouvent la majorité des bureaux. Ce projet a été financé à hauteur de 5.000.000 de FCFA.

Bouar a également vu le marché de Wantiguera entièrement rénové grâce à un financement de 6.000.000

de FCFA. La réalisation de ces différents Projets à Impact rapide a donné de l'emploi à des dizaines de personnes.

En visite à Bouar le 7 septembre 2016, le Ministre de l'Intérieur, de la sécurité publique et de l'Administration du Territoire, Serge Bokassa, a procédé à l'inauguration de ces trois ouvrages. Occasion pour lui de remercier la MINUSCA au nom du Chef de l'État, du Premier ministre et de l'ensemble du Gouvernement. Le ministre a entre autres salué « un taux de réalisation qui parle de lui-même et qui force la satisfaction du Gouvernement ».

La cheffe du Bureau régional de la MINUSCA à l'Ouest, Christine Kapalata, a pour sa part invité les autorités locales à mettre sur pied un comité de maintenance de ces ouvrages pour garantir leur entretien. Une idée soutenue par le Ministre de l'intérieur qui a lui-même exhorté la population de Bouar à veiller à l'ensemble des réalisations ■

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans le cadre des activités liées à la restauration de l'autorité de l'Etat, la Force de la MINUSCA dans ses convois habituels, a escorté 784 véhicules la semaine dernière sur les 3 grands axes routiers ■

EN LIGNE | ONLINE



MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIO / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

 <https://facebook.com/minusca.unmissions>

 https://twitter.com/UN_CAR

 <https://www.flickr.com/photos/unminusca/>